

**Audience du vérificateur général par intérim, M. Michel Samson, devant les
membres de la Commission des finances publiques**

**lors de la séance publique relative à la mise en œuvre du mandat confié par
l'Assemblée nationale le 24 septembre dernier à la suite de l'adoption d'une
motion enjoignant le vérificateur général à analyser la mise à jour
économique que présentera le ministre des Finances et de l'Économie
relativement à l'année 2013-2014;**

le 4 novembre 2013

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Membres de cette commission,

Je vous remercie de l'occasion qui m'est offerte de livrer mes commentaires et de répondre à vos questions relativement au mandat que j'ai décidé d'entreprendre dans la foulée de la motion adoptée par l'Assemblée nationale le 24 septembre dernier. Cette dernière prévoit :

QUE l'Assemblée nationale mandate le Vérificateur général du Québec afin d'analyser la mise à jour économique que présentera le ministre des Finances et de l'Économie relativement à l'année 2013-2014.

De façon plus spécifique, la loi indique notamment :

- que le vérificateur général est le vérificateur des livres et comptes du fonds consolidé du revenu et des organismes publics;
- que les travaux de vérification peuvent notamment porter **sur le contrôle des dépenses**;
- que le vérificateur général prépare un rapport annuel dans lequel il signale **tout sujet qui mérite**, selon lui, d'être porté à l'attention de l'Assemblée nationale et qui découle de ses travaux de vérification;
- que le vérificateur général peut faire, dans ce rapport, les commentaires qu'il juge appropriés **sur la forme et le contenu des documents d'information financière**, notamment les prévisions de dépenses et les comptes publics;
- que le vérificateur général peut soumettre, en tout temps, un rapport spécial à l'Assemblée nationale sur **toute affaire** d'une importance ou d'une urgence telle qu'elle ne saurait, **à son avis**, attendre la présentation de son rapport annuel.

Un autre fondement de ma décision de donner suite à cette motion de l'Assemblée nationale a été la prise en compte du précédent créé en mai 2008. À cette occasion, le vérificateur général avait accepté de donner suite à une motion présentée par l'opposition et adoptée à la majorité par l'Assemblée nationale.

Chronologie des événements

Ainsi, j'ai pris la décision d'entreprendre rapidement des travaux afin de répondre aux attentes de l'Assemblée nationale. Le **1^{er} octobre 2013**, j'ai rencontré le sous-ministre des Finances et de l'Économie afin de l'informer de mon intention de donner suite à la motion de l'Assemblée nationale.

Depuis cette date, plusieurs échanges ont eu lieu avec les représentants du ministère. Cependant, à ce jour, nous n'avons entrepris aucun procédé de vérification, ni obtenu de documentation en lien avec notre mandat. Seule une présentation du processus général de préparation de la mise à jour économique et financière nous a été faite. Je me permets de résumer brièvement la chronologie des événements.

Le **3 octobre**, j'ai transmis au sous-ministre des Finances et de l'Économie une lettre mandat précisant les fondements de ma décision et l'invitant à me désigner un interlocuteur au plus tard le 8 octobre afin de commencer promptement mes travaux.

- le ministère me désigne un interlocuteur responsable de la coordination des travaux et des échanges courants avec notre responsable de dossier;
- le ministère souhaite prendre connaissance de notre plan de travail avant que je commence mes travaux.

Le **22 octobre**, j'ai de nouveau rencontré le sous-ministre des Finances et de l'Économie ainsi que ses collaborateurs afin d'échanger sur mon plan de travail et sur les suites à donner au mandat.

Finalement, le **28 octobre**, les représentants du ministère ont présenté à mon équipe le processus général de préparation de la mise à jour économique et financière. À la suite de cette présentation, une liste des documents à obtenir et des personnes à rencontrer a été remise à ces représentants afin de commencer nos travaux sur place. Voilà où nous en sommes.

Objectifs du mandat

J'aimerais maintenant vous faire part de la nature des travaux de vérification que je compte réaliser afin de répondre aux besoins exprimés par l'Assemblée nationale.

Deuxième objectif

Dans un deuxième temps, j'évaluerai si les prévisions financières sont **raisonnables**. Ainsi, je m'assurerai que les hypothèses sur lesquelles elles reposent tiennent compte des conditions économiques et des orientations du gouvernement au moment de leur publication.

Troisième objectif

Dans un dernier temps, je m'assurerai de la justesse et de la suffisance de l'information divulguée dans la mise à jour économique et financière.

Le point sur nos travaux

En terminant, je formulerai quelques commentaires sur la mise en œuvre de mon mandat.

Étapes à franchir pour mener à bien ma vérification

Le déroulement d'une vérification comporte plusieurs étapes, de la prise de connaissance des procédés utilisés par l'entité jusqu'à la rédaction du rapport. Mon personnel doit scruter en profondeur certaines activités et en cerner les risques. Il doit recueillir suffisamment de preuves pour appuyer nos constatations et nos conclusions.

Je pense à ceux du Secrétariat du Conseil du trésor qui ont la responsabilité de recueillir certaines données financières pour l'établissement des prévisions.

Au début d'octobre, je me suis engagé à évaluer la possibilité de déposer mon rapport à l'Assemblée nationale au moment où la mise à jour économique serait rendue publique. J'ai maintenant écarté cette possibilité pour deux raisons :

- D'abord, un délai d'environ un mois s'est écoulé depuis l'adoption de la motion et je n'ai pas encore commencé mes travaux de vérification au ministère.

- Ensuite, tel que l'indique la lettre du sous-ministre des Finances et de l'Économie, les données et les hypothèses soutenant la mise à jour économique et financière seront disponibles uniquement après la publication de celle-ci.

J'envisage donc de mener à terme ce mandat dans les meilleurs délais possible en tenant compte de ces contraintes.

Je vous remercie de votre attention et mon équipe et moi sommes à votre disposition pour répondre à vos questions.